



Nomination d'Amélie de Montchalin au ministère de « la transformation et de la fonction publiques » : une déclaration de guerre aux fonctionnaires

Le virage social et écologiste attendu aura fait pschitt.

Le nouvel intitulé du ministère de « la transformation (sic) et de la fonction publiques », et la nomination à sa tête d'Amélie de Montchalin, montrent la nouvelle orientation de ce ministère.

Issue de la haute bourgeoisie lyonnaise, Amélie de Montchalin a passé sa jeunesse à Versailles avant de s'orienter vers des études de commerce (HEC et Kennedy School). Elle a ensuite, comme Macron, travaillé dans la finance (banques et sociétés d'assurance). Soutien de Sarkozy puis de Juppé, elle rejoint logiquement Macron. Il faut dire qu'elle a le profil type des macronistes : libérale et totalement acquise aux valeurs du capitalisme financier.

Macron n'a pas nommé Amélie de Montchalin pour son amour de la fonction publique, au contraire. Elle veut en finir avec un des principes du statut de la fonction publique : **le salaire à vie** en fonction de notre grade (et non de l'évaluation d'un manager). Un principe garantissant notre **indépendance**. Il faut selon elle en finir avec la « grille d'avancement automatique », et sortir de « l'égalitarisme » qui empêche une rémunération selon la « productivité ». Elle revendique en outre une « vraie politique de ressources humaines » qui permette de se débarrasser des improductifs et des déviants.

La **loi de transformation de la fonction publique** de 2019 n'était qu'un apéritif pour Macron. Il compte aller bien plus loin et en finir avec notre statut. La crise pourra lui donner une excuse ; car il est en effet insupportable pour certains que des millions de salariés puissent avoir la garantie de leur salaire alors que le chômage va exploser dans les mois qui viennent. Plutôt que de sécuriser l'ensemble des travailleurs et d'offrir des services publics à tous, on préfère critiquer les « privilégiés » et poursuivre la casse des services publics.

L'heure est aujourd'hui à la résistance contre les attaques qui se profilent, au nom des « sacrifices » à faire pour financer la crise et les subventions massives au patronat. Ce gouvernement ne tire aucune leçon de la crise du Covid, car ses objectifs ne sont pas ceux de l'intérêt du plus grand nombre, mais ceux de la classe dominante (ses proches).

Dans ces temps difficiles qui s'annoncent, nous ne devons compter que sur notre force collective pour faire face ensemble aux attaques et pour préparer un « monde d'après » solidaire et respectueux de chacun.

Section Sud DG